

RCS : SALON DE PROVENCE

Code greffe : 1304

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00414

Numéro SIREN : 850 018 326

Nom ou dénomination : 2L ISOL

Ce dépôt a été enregistré le 20/03/2020 sous le numéro de dépôt 2130

Greffe du tribunal de commerce de Salon de Provence



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/03/2020

Numéro de dépôt : 2020/2130

Type d'acte : Acte
Changement de président

Déposant :

Nom/dénomination : 2L ISOL

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 850 018 326

N° gestion : 2019 B 00414



SASU 2L ISOL
au capital de 2 000 euros
517 avenue du Luxembourg
ZAC des Molières
13140 MIRAMAS
RCS : 850018326 de Salon de Provence

**PROCES VERBAL DES DECISIONS UNILATERALES DE
L'ACTIONNAIRE UNIQUE DU 5 MARS 2020**

Le Cinq mars 2020, à Miramas, Monsieur Ludovic LARCHEVEQUE, Président et unique actionnaire de la SASU 2L ISOL, demeurant 14, Allée du Palatin, BT A1, à Istres, a pris les décisions suivantes :

- Ratification et fixation de la rémunération du dirigeant,
- Cession d'actions,
- Quitus de l'associé unique pour la gestion de la Présidence pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et pour la période écoulée du 1^{er} janvier 2020 au 5 mars 2020,
- Changement de Président,
- Modification des statuts de la SASU 2L ISOL,
- Délégation de pouvoir.

Décision n°1 : Ratification de la rémunération du dirigeant

Monsieur Ludovic LARCHEVEQUE a perçu pour ses fonctions de dirigeant, une rémunération brute de :

- 7 577, 53 euros au titre de l'exercice 2019,
- 2 081, 20 euros au titre de l'exercice 2020,

La Société a pris en charge les cotisations sociales obligatoires du dirigeant.

La société a remboursé à l'associé unique tous les frais qu'il a engagés en 2019 pour la société, tels que ses frais de représentation et de déplacement, elle remboursera de même les frais engagés en 2020.

Décision n°2 : Cession d'actions

Monsieur Ludovic LARCHEVEQUE cédera ce jour, ses deux cents actions de 10 euros chacune, soit la totalité de ses actions à Monsieur Lucius JEROME, né le 29 mars 1977 à Aix-en-Provence, de nationalité française, demeurant 409, K ronde des Pioutons, La Predina 2 à Istres, dès la signature du présent procès-verbal.

Ce procès verbal vaut notification au Président conformément à l'article 11 des statuts.

A partir du 6 mars, Monsieur Ludovic LARCHEVEQUE ne sera donc plus associé de la SASU 2L ISOL, tandis que Monsieur Lucius JEROME deviendra l'unique associé de la dite société.

Décision n° 3 : Quitus à la Présidence

L'associé unique donne quitus entier à la Présidence de l'exécution de son mandat pour l'exercice 2019 et pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 5 mars 2020.

Décision n° 4 : Changement de Président

Monsieur Ludovic LARCHEVEQUE n'étant plus associé de la SASU 2L ISOL à partir du 6 mars, il démissionne de ses fonctions de président dès le 5 mars au soir et de nommer Monsieur Lucius JEROME aux fonctions de Président à partir du 6 Mars.

Décision n°5 : Modification des statuts

En conséquence des décisions prises, ce jour, le nouveau président procèdera à la mise à jour des statuts de la société.

L'article 13 intitulé « Président » est modifié. L'article 13 tel que rédigé dans sa version en cours est maintenu mais un dernier alinea est rajouté, tel que suit :

«Article 13 : Président

[...]

Par décision unique ou par assemblée générale des associés, le(s) associé(s) peuvent décider le remplacement du Président, sans avoir à modifier les statuts. La première décision de changement de Président a été prise le 5 Mars 2020.»

Décision n°6 : Fixation de la rémunération du Président

Monsieur Lucius JEROME percevra une rémunération brute de 1055.60 euros pour ses fonctions de Président, ses cotisations sociales obligatoires et facultatives seront prises en charge par la société.

Décision n°7 : Délégation de pouvoir

L'associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal afin de réaliser toutes les formalités légales.

Signature du

Président

Monsieur LARCHEVEQUE Ludovic

Signature du

nouveau président

Monsieur LUCIUS Jérôme

Bon pour acceptation.
des fonctions de président.

Greffe du tribunal de commerce de Salon de Provence



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/03/2020

Numéro de dépôt : 2020/2130

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : 2L ISOL

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 850 018 326

N° gestion : 2019 B 00414

2L ISOL

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE

Au capital de 2000 EUROS

ZAC DES MOLIERES, AVENUE DU Luxembourg

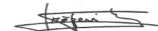

13140 MIRAMAS

STATUTS

Mis à jour selon

- Procès verbal de décisions de l'associé unique du 1^{er} juin 2019
- Procès verbal de décisions de l'associé unique du 5 mars 2020

Certifié conformes par le président



Le soussigné,
M LARCHEVEC Ludovic, Xavier,
Né le 22 novembre 1970 à MOULINS (03)
De nationalité française,
Demeurant BAT A12ème étage, 14 allée du Palatin, la Palatin App 8 – 13800 ISTRES
Marié à Mme CAPONNE Véronique née le 06 janvier 1976 à ISTRES (13) sous le régime de la
communauté de bien, sans contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 22 septembre 2007,
lequel régime n'a pas été modifié depuis.

A établi, ainsi qu'il suit les statuts d'une société par action simplifiée, qu'il a décidé de constituer.

Monsieur LUCIUS Jérôme
Né le 1977, à Aix-en-Provence (13)
De nationalité française,
Demeurant 409 K ronde des Pioutons, La Prédina 2 – 13800 Istres
Devient l'associé unique en date du 5 mars 2020

Article 1 : Forme

Il est formé par les présentes une société par actions simplifiée unipersonnelle qui sera régie par les présents statuts.

Dans le silence des statuts, il se fait, en tant que raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Article 2 : Objet

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Travaux de plâtrerie et peinture
- L'objet social inclut également, plus généralement toutes opérations économiques, juridiques, industrielles commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social (y compris toute activité de conseil se rapportant directement ou indirectement à l'objet social), ou tout objet similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement.
- La société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.
- La société peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

Article 3 : Dénomination

La dénomination est : **2L ISOL**

Tous actes et documents de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « SASU » et de l'énonciation du montant du capital social.



Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé au 243-251 Place du Général de Gaulle, 13300 Salon de Provence.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, ratifiée par l'actionnaire unique.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger où il le juge utile.

Article 5 : Durée

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 6 : exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Article 7 : Apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraires.

Le soussigné, M. LARCHEVEQUE Ludovic, actionnaire unique, souscrit la somme de 2000€ (deux mille euros).

Lors de la création, la somme de 1000 euros soit 50% du capital a été, conformément à la loi, déposée par l'associé unique au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque : Société Générale située à Miramas.

Le solde des apports en numéraires sera déposé dans les 5 ans, maximum.

Le montant des apports est entièrement libéré lors de la constitution de la société.

Article 8 : Capital social

Le capital social est fixé à Deux mille (2.000) euros.

Il est divisé en deux cent (200) actions de Dix (10) euros chacune, numérotés d'un (1) à deux cent (200), attribuées à l'associé unique.

L'associé unique déclare que ces actions sont toutes souscrites et libérées intégralement.

Article 9 : Modification du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales par l'actionnaire unique.

Article 10 : Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom de l'actionnaire unique, tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

Article 11 : cession des actions

La cession des actions de l'actionnaire unique est libre. La cession s'opère vis-à-vis de la société par une notification effectuée à son Président. Le transfert des actions fait l'objet d'une mention sur le registre des mouvements tenus par la société.

Article 12 : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. L'actionnaire unique ne supporte pas les pertes qu'à concurrence de ses apports. L'actionnaire unique est tenu de libérer les actions par lui souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 15 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions.

Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 : Président

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par l'actionnaire unique.

Par décision unique ou par assemblée générale des associés, le(s) associé(s) peuvent décider le remplacement du Président, sans avoir à modifier les statuts. La première décision de changement de Président a été prise le 5 Mars 2020»

Sa rémunération sera fixée ultérieurement par une décision de l'actionnaire unique.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut



être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Le Président est révocable *ad nutum* sans indemnité de quelque sorte. Il peut démissionner en respectant un préavis de 3 mois adressé à l'actionnaire unique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas d'empêchement du Président, rendant l'exercice de ses fonctions temporairement impossible, il est remplacé par le Président suppléant.

Il n'est pas désigné de Président suppléant en cas de nomination d'un ou plusieurs directeurs généraux.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Le Président peut déléguer ses pouvoirs d'organisation interne, pour un objet et une durée déterminée.

Article 14 : Directeur général

L'actionnaire unique peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par une décision de l'actionnaire unique. Il est révocable *ad nutum* sur proposition du Président, par une décision de l'actionnaire unique.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en exercice le plus âgé remplace le Président dans sa mission de représentation de la société vis-à-vis des tiers. Il procède aux publicités imposées par la loi.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut cependant représenter la société vis-à-vis des tiers, sauf l'application des dispositions relatives à la suppléance du Président.

Article 15 : Conventions entre la société et ses dirigeants

Le Président et le directeur général doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. À l'occasion de la consultation de l'actionnaire unique sur les comptes annuels, le ou les commissaires aux comptes présentent à l'actionnaire unique un rapport sur l'ensemble de ces conventions.

Ces conventions sont inscrites sur un registre spécial. L'actionnaire unique, lorsqu'il n'est pas Président, doit approuver lesdites conventions. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Président et le directeur général les ayant autorisées, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux directeurs généraux.

Article 16 : Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- modification des statuts;
- approbation des comptes et affectation du résultat;
- quitus de la gestion du Président;
- nomination et révocation du Président et des directeurs généraux;
- nomination du ou des commissaires aux comptes;

Article 17 : Information de l'actionnaire unique

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information de l'actionnaire unique lui sont communiqués par tous moyens, au moins 15 jours à l'avance, à l'occasion de toutes décisions ou consultations.

Sont également mis à la disposition de l'actionnaire unique tous les documents comptables et financiers de la société.

Article 18 : Comptes annuels et comptes sociaux

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter l'actionnaire unique sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'actionnaire unique décide soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer.

Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont attribués dans leur intégralité à l'actionnaire unique.

Article 19 : Contrôle des comptes

La nomination des commissaires aux comptes dans une SASU étant facultative tant que certains seuils ne sont pas dépassés, la société décide de ne pas nommer de commissaire aux comptes

Article 20 : Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 21 : Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision de l'actionnaire unique.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date où elle est

publiée au registre du commerce et des sociétés.

Si la société ne comprend qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

Article 22 : Engagements pour le compte de la société

Un état des actes accomplis par l'actionnaire unique pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, est annexé aux statuts.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée, l'actionnaire unique ayant agi pour son compte est réputé avoir agi pour son compte personnel.

Conformément aux articles L. 210-6 du Code de commerce, et 74 alinéa 3 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, et sous réserve qu'ils soient déterminés et que leurs modalités en soient précisées par le mandat, l'immatriculation de la société au RCS de SALON DE PROVENCE emportera reprise de ces engagements par la société.

Article 23 : Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

Article 24 : Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en 5 originaux, à Salon de Provence, Le 25 mars 2019

Monsieur LARCHEVEQUE Ludovic

